

Second Session, Thirty-sixth Parliament,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

Deuxième session, trente-sixième législature,
48-49 Elizabeth II, 1999-2000

STATUTES OF CANADA 2000

LOIS DU CANADA (2000)

CHAPTER 31

An Act to amend the Defence Production Act

CHAPITRE 31

Loi modifiant la Loi sur la production de défense

BILL S-25

ASSENTED TO 20th OCTOBER, 2000

PROJET DE LOI S-25

SANCTIONNÉ LE 20 OCTOBRE 2000

SUMMARY

This enactment amends the *Defence Production Act* to introduce two new Parts to the Act.

Part 2 of the *Defence Production Act* establishes a new regime, administered by the Minister of Public Works and Government Services, for the regulation of access to certain goods listed in the *Export Control List* made under the *Export and Import Permits Act*. To have access to these goods, a person must be registered or exempt from registration.

Part 3 provides for sanctions in respect of offences created under Parts 1 and 2 of the Act.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur la production de défense* qui comporte dorénavant trois parties dont les deux dernières sont essentiellement nouvelles.

La deuxième partie établit un nouveau régime visant à réglementer l'accès à certaines marchandises provenant de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* dressée en vertu de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation*. Le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux est responsable de l'administration du nouveau régime qui requiert, pour avoir légalement accès à ces marchandises, d'être inscrit ou exempté d'inscription par le ministre.

La troisième partie prévoit des peines pour les infractions aux deux premières parties.

All parliamentary publications are available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:
<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante:
<http://www.parl.gc.ca>

48-49 ELIZABETH II

CHAPTER 31

An Act to amend the Defence Production Act

[Assented to 20th October, 2000]

R.S., c. D-1

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

1. The *Defence Production Act* is amended by adding the following after section 2:

PART 1

PROCUREMENT OF DEFENCE SUPPLIES

2. The heading before section 26 and sections 26 to 29 of the Act are repealed.

3. Section 33 of the Act is replaced by the following:

33. The Governor in Council may make orders and regulations to carry out the purposes and provisions of this Part.

4. Subsection 34(1) of the Act is replaced by the following:

34. (1) Every regulation, as defined in the *Statutory Instruments Act*, made under the authority of this Part shall be published in the *Canada Gazette* within 30 days after it is made.

5. The Act is amended by adding the following after section 34:

Orders and regulations

Regulations to be published

48-49 ELIZABETH II

CHAPITRE 31

Loi modifiant la Loi sur la production de défense

[Sanctionnée le 20 octobre 2000]

L.R., ch. D-1

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

1. La *Loi sur la production de défense* est modifiée par adjonction, après l'article 2, de ce qui suit :

PARTIE 1

FOURNITURE DE MATÉRIEL DE DÉFENSE

2. L'intertitre précédent l'article 26 et les articles 26 à 29 de la même loi sont abrogés.

3. L'article 33 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

33. Le gouverneur en conseil peut, par décret ou règlement, prendre toute mesure d'application de la présente partie.

Décrets et règlements

4. Le paragraphe 34(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

34. (1) Les règlements, au sens de la *Loi sur les textes réglementaires*, pris en application de la présente partie, sont publiés dans la *Gazette du Canada* dans les trente jours de leur prise.

Publication

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 34, de ce qui suit :

	PART 2	PARTIE 2	
	REGULATION OF ACCESS TO CONTROLLED GOODS	RÉGLEMENTATION DE L'ACCÈS AUX MARCHANDISES CONTRÔLÉES	
Definition of "controlled goods"	<i>Interpretation</i>	<i>Définition</i>	Définition de « marchandises contrôlées »
Excluded persons	35. In this Part, “controlled goods” means the goods referred to in the schedule.	35. Pour l’application de la présente partie, sont des « marchandises contrôlées » les marchandises dont les coordonnées figurent à l’annexe.	Personnes non assujetties à la présente partie
Prohibitions	<i>Application</i>	<i>Exclusion de certaines personnes</i>	Personnes non assujetties à la présente partie
Offence re person registered or exempt	36. This Part does not apply to a person who (a) occupies a position in the federal public service or a federal Crown corporation or is employed by Her Majesty in right of a province, who acts in good faith in the course of their duties and employment; or (b) is a member of a class of persons prescribed by regulation.	36. Sont soustraites à l’application de la présente partie : a) pour l’accomplissement de bonne foi de ses fonctions, la personne qui occupe un poste dans l’administration publique fédérale ou dans une société d’État fédérale ou qui est employée par une province; b) la personne qui fait partie d’une des catégories de personnes prévues par règlement.	Personnes non assujetties à la présente partie
Definition of “transfer”	<i>Offences</i>	<i>Infractions</i>	Interdiction de portée générale
Scope of registration	37. (1) No person shall, unless the person is registered under section 38 or exempt from registration under section 39 or 39.1, knowingly examine or possess a controlled good or transfer a controlled good to another person. (2) No person registered or exempt from registration shall knowingly transfer a controlled good to or permit the examination of a controlled good by a person who is not registered or exempt from registration. (3) In this section, “transfer” means, in respect of a controlled good, to dispose of it or disclose its content in any manner. (4) The registration of a person extends to the officers, directors and employees authorized by the registered person in accordance with the regulations.	37. (1) À moins d’être inscrit en application de l’article 38 ou exempté d’inscription en application des articles 39 ou 39.1, nul ne peut délibérément examiner des marchandises contrôlées, en avoir en sa possession ou en transférer à une autre personne. (2) Il est interdit à la personne inscrite ou exemptée d’inscription de transférer délibérément des marchandises contrôlées à une personne qui ne l’est pas ou de lui permettre de les examiner en toute connaissance de cause. (3) Pour l’application du présent article, effectue un transfert quiconque aliène de quelque façon une marchandise contrôlée ou en communique le contenu. (4) L’inscription d’une personne s’étend aux administrateurs, cadres et employés autorisés par elle en conformité avec les règlements.	Infraction visant certaines personnes Définition de « transfert » Portée de l’inscription

	<i>Registration</i>	<i>Inscription</i>	
By Minister	<p>38. (1) The Minister may, in accordance with the regulations, register any person who makes an application for registration and may, for that purpose, request any information that in the opinion of the Minister is necessary.</p>	<p>38. (1) Le ministre peut, en conformité avec les règlements, inscrire la personne qui en fait la demande; il peut à cette fin exiger les précisions qu'il juge nécessaires.</p>	Pouvoir du ministre d'inscrire
Conditions	<p>(2) A registration or its renewal is subject to conditions prescribed by regulation and any conditions that in the opinion of the Minister are appropriate.</p>	<p>(2) L'inscription et son renouvellement sont assortis des conditions réglementaires et des conditions que le ministre juge indiquées.</p>	Conditions
Denial — security assessment	<p>(3) The Minister may deny an application for registration or suspend, amend or revoke a registration on the basis of a security assessment prescribed by regulation.</p>	<p>(3) Le ministre conserve le pouvoir de refuser l'inscription, de la suspendre, de la modifier ou de la révoquer en raison d'une évaluation de sécurité faite en conformité avec les règlements.</p>	Pouvoir de refuser : question de sécurité
Certificate of registration	<p>(4) The Minister shall furnish a registered person with a certificate of that registration in a form that the Minister may specify.</p>	<p>(4) Il remet à la personne inscrite un certificat — dont il fixe la forme — attestant sa qualité.</p>	Modalités pratiques
	<i>Exemption</i>	<i>Exemption</i>	
By regulation	<p>39. Individuals of a class prescribed by regulation are exempt from registration.</p>	<p>39. Sont exemptées d'inscription les personnes physiques qui font partie d'une catégorie prévue par règlement.</p>	Exemption par règlement
By Minister	<p>39.1 (1) The Minister may, in accordance with the regulations, exempt an individual from registration and may, for that purpose, request any information that in the opinion of the Minister is necessary.</p>	<p>39.1 (1) Le ministre peut, en conformité avec les règlements, exempter d'inscription toute personne physique et exiger à cette fin les précisions qu'il juge nécessaires.</p>	Exemption sur demande
Conditions	<p>(2) An exemption or its renewal is subject to conditions prescribed by regulation and any conditions that in the opinion of the Minister are appropriate.</p>	<p>(2) L'exemption et son renouvellement sont assortis des conditions réglementaires et des conditions que le ministre juge indiquées.</p>	Conditions
Denial — security assessment	<p>(3) The Minister may deny, suspend, amend or revoke an exemption on the basis of a security assessment prescribed by regulation.</p>	<p>(3) Le ministre conserve le pouvoir de refuser l'exemption, de la suspendre, de la modifier ou de la révoquer en raison d'une évaluation de sécurité faite en conformité avec les règlements.</p>	Pouvoir de refuser : question de sécurité
Certificate of exemption	<p>(4) If an exemption is granted, the Minister shall furnish, in accordance with the regulations, a certificate of exemption in a form that the Minister may specify.</p>	<p>(4) S'il accorde l'exemption, le ministre délivre un certificat — dont il fixe la forme — en conformité avec les règlements.</p>	Modalités pratiques

	<i>Report</i>	<i>Renseignements</i>	
To Minister	<p>40. Every registered person shall provide the Minister with any information prescribed by regulation, in the manner and time prescribed by regulation.</p>	<p>40. La personne inscrite est tenue de transmettre au ministre les renseignements exigés par les règlements, dans les délais et selon les modalités réglementaires.</p>	Rapport au ministre
Designation of inspectors	<p>41. (1) The Minister may designate persons or classes of persons whom the Minister considers qualified to act as inspectors for the purposes of this Part.</p>	<p>41. (1) Le ministre peut désigner, individuellement ou par catégorie, les personnes qu'il estime qualifiées pour remplir les fonctions d'inspecteur dans le cadre de la présente partie.</p>	Désignation
Certificate of designation	<p>(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation as an inspector and, on entering any place or inspecting any thing, an inspector shall show the certificate to the person apparently in charge of the place or thing if the person requests proof of the inspector's designation.</p>	<p>(2) Le ministre remet à chaque inspecteur un certificat attestant sa qualité que ce dernier présente, sur demande, à la personne apparemment responsable de la chose ou des lieux qui font l'objet de sa visite.</p>	Certificat
Inspection of facilities	<p>42. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Part and the regulations, an inspector may at any reasonable time enter and inspect any place.</p>	<p>42. (1) En vue de faire observer la présente partie et les règlements, l'inspecteur peut procéder, à toute heure convenable, à la visite de tout lieu.</p>	Inspection de tout lieu
Powers of inspector	<p>(2) When conducting the inspection, the inspector may</p> <p>(a) require the attendance of and question any person who the inspector considers will be able to assist in the inspection;</p> <p>(b) require any person to produce for inspection or copying any document that the inspector believes contains any information relevant to the administration of this Part or the regulations;</p> <p>(c) detain or remove any controlled good, until the inspector is satisfied that the requirements of this Part and the regulations are met; and</p> <p>(d) require that any individual in charge of a place that is the subject of an inspection take any measures that the inspector considers appropriate.</p>	<p>(2) L'inspecteur peut, au cours de sa visite :</p> <p>a) exiger la présence des personnes qu'il juge à même de l'assister et les interroger;</p> <p>b) exiger, pour examen ou reproduction, la communication de tout document qui, à son avis, contient de l'information relative à l'application de la présente partie et des règlements;</p> <p>c) retenir toute marchandise contrôlée, ou l'emporter, jusqu'à ce qu'il soit convaincu que sont satisfaites les exigences de la présente partie et des règlements;</p> <p>d) ordonner au responsable des lieux qui font l'objet de sa visite de prendre les mesures qu'il estime indiquées.</p>	Pouvoirs de l'inspecteur
Inspector may be accompanied	<p>(3) While exercising any authority under this Part, an inspector may be accompanied by any other person chosen by the inspector.</p>	<p>(3) Dans l'exercice des attributions que lui confère la présente partie, l'inspecteur peut se faire accompagner d'une personne de son choix.</p>	Inspecteur accompagné d'un tiers

Governor in Council

Regulations

- 43.** The Governor in Council may make regulations for carrying out the purposes and provisions of this Part, including regulations
- (a) respecting the classes of persons referred to in paragraph 36(b);
 - (b) respecting the procedure, under subsection 37(4), for authorizing officers, directors and employees to examine, possess or transfer controlled goods and the conditions they must satisfy to be authorized;
 - (c) respecting registrations under section 38 and exemptions from registration under sections 39 and 39.1, including
 - (i) the conditions of eligibility,
 - (ii) the procedure to be followed in making applications and the information to be set out in the applications,
 - (iii) the factors to be considered by the Minister when deciding whether a person may be registered or exempted,
 - (iv) the Minister's powers to renew, suspend, amend or revoke a registration or an exemption,
 - (v) the conditions of registration or the renewal of a registration, including the keeping of records, the requirement to report under section 40, and the establishment and implementation of security plans,
 - (vi) the conditions of exemption or the renewal of an exemption, and
 - (vii) security assessments made under subsection 38(3) or 39(3); and
 - (d) amending, on the joint recommendation of the Minister and the Minister of Foreign Affairs, the schedule.

Pouvoirs réglementaires

- 43.** Le gouverneur en conseil peut prendre les règlements nécessaires à l'application de la présente partie, notamment en vue de régir :

- a) les catégories de personnes qui sont exclues au titre de l'alinéa 36b);
- b) la procédure à suivre, en application du paragraphe 37(4), pour autoriser les administrateurs, cadres ou employés à examiner, posséder ou transférer des marchandises contrôlées et les conditions auxquelles ceux-ci doivent satisfaire;
- c) l'inscription au titre de l'article 38 et l'exemption au titre des articles 39 ou 39.1, y compris :
 - (i) les conditions d'admissibilité,
 - (ii) la marche à suivre pour faire une demande et les renseignements que celle-ci doit comporter,
 - (iii) les facteurs à prendre en compte par le ministre pour statuer sur la demande,
 - (iv) l'étendue des pouvoirs du ministre de renouveler, de suspendre, de modifier ou de révoquer l'inscription ou l'exemption,
 - (v) les conditions dont peuvent être assortis l'inscription et son renouvellement, notamment la tenue de livres, la transmission de renseignements au ministre en application de l'article 40 et l'élaboration et la mise en oeuvre de plans de sûreté,
 - (vi) les conditions dont peuvent être assortis l'exemption et son renouvellement,
 - (vii) l'évaluation de sécurité visée aux paragraphes 38(3) et 39(3);
- d) la modification, sur recommandation du ministre et du ministre des Affaires étrangères, de la liste des marchandises contrôlées figurant à l'annexe.

Règlements du gouverneur en conseil

Other prohibitions

PART 3

OFFENCE AND PUNISHMENT

44. No person shall

- (a) make any false or misleading statement or provide false or misleading information to an inspector or other person carrying out functions under this Act;
- (b) destroy any record or document required to be kept under this Act or the regulations;
- (c) make a false entry in a record required to be kept under this Act or the regulations or omit to make any entry in such a record;
- (d) interfere in any way with any thing detained or removed by an inspector, except with the inspector's permission; or
- (e) fail to comply with any reasonable request of an inspector or otherwise obstruct an inspector in the performance of the inspector's functions.

Serious offence

45. (1) Every person who contravenes section 37 is guilty of

- (a) an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding two years, or to both; or
- (b) an indictable offence and liable to a fine not exceeding \$2,000,000 or to imprisonment for a term not exceeding 10 years, or to both.

Other offences

(2) Every person who contravenes any other provision of this Act or the regulations is guilty of an offence punishable on summary conviction and liable to a fine not exceeding \$25,000 or to imprisonment for a term not exceeding 12 months, or to both.

Defence of due diligence

(3) For the purposes of subsection (2), no person shall be found to have contravened section 13 or 44 or the regulations if the person exercised all due diligence to prevent the contravention.

PARTIE 3

INFRACTIONS ET PEINES

44. Il est interdit :

- a) de faire une déclaration fausse ou trompeuse ou de fournir un renseignement faux ou trompeur à un inspecteur ou à une autre personne chargée de l'application de la présente loi;
- b) de détruire des dossiers ou autres documents dont la tenue est exigée sous le régime de la présente loi et des règlements;
- c) de faire de fausses inscriptions dans ces dossiers ou d'omettre d'y faire une inscription;
- d) sans l'autorisation de l'inspecteur, de modifier, de quelque manière que ce soit, l'état ou la situation des objets qu'il a retenus ou emportés;
- e) de manquer aux exigences que peut valablement formuler l'inspecteur agissant dans l'exercice de ses fonctions ou d'entraîner son action.

Autres interdictions

45. (1) Quiconque contrevient à l'article 37 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité :

- a) par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal de deux ans, ou l'une de ces peines;
- b) par mise en accusation, une amende maximale de 2 000 000 \$ et un emprisonnement maximal de dix ans, ou l'une de ces peines.

Infractions graves

(2) Quiconque contrevient à toute autre disposition de la présente loi ou aux règlements commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 25 000 \$ et un emprisonnement maximal de douze mois, ou l'une de ces peines.

Autres infractions

(3) Pour l'application du paragraphe (2), nul ne peut être déclaré coupable d'avoir contrevenu aux articles 13 ou 44 ou aux règlements s'il a pris toutes les précautions voulues pour s'y conformer.

Moyen de défense

Continuing offence	(4) If an offence is committed or continued on more than one day, the person who commits it is liable to be convicted of a separate offence for each day on which the offence is committed or continued.	(4) Il peut être compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue une infraction.	Infraction continue
Factors to be considered when imposing sentence	(5) If an offender is convicted under subsection (1), the court imposing a sentence on the offender shall, in addition to considering any other relevant factors, consider the nature of the controlled goods that are the subject-matter of the offence.	(5) Lorsqu'un contrevenant est reconnu coupable en application du paragraphe (1), le tribunal qui inflige la peine prend en considération, en plus de tout autre élément pertinent, la nature des marchandises contrôlées objet de l'infraction.	Détermination de la peine
Limitation period for summary conviction offences	(6) Proceedings by way of summary conviction may be instituted at any time within, but not later than, three years after the day on which the subject-matter of the proceedings arose.	(6) Les poursuites par voie de procédure sommaire se prescrivent par trois ans à compter de la date de survenance de l'événement.	Prescription
Officers, etc., of corporation	46. An officer, director or agent of a corporation that commits an offence under this Act is liable to be convicted of the offence if he or she directed, authorized, assented to, acquiesced in or participated in the commission of the offence, whether or not the corporation has been prosecuted or convicted.	46. En cas de perpétration par une personne morale d'une infraction à la présente loi, ses dirigeants, administrateurs ou mandataires qui l'ont ordonnée ou autorisée, ou qui y ont consenti ou participé, sont considérés comme des coauteurs de l'infraction.	Personnes morales et leurs dirigeants, etc.
Coming into force	<p>6. The headings before sections 3, 10, 12, 16 and 30 of the Act are converted from small capitals to upper and lower case italic type to conform with the format of the new Parts enacted by this Act.</p> <p>7. The Act is amended by adding, after section 46, the schedule set out in the schedule to this Act.</p> <p>8. The provisions of this Act come into force on a day or days to be fixed by order of the Governor in Council.</p>	<p>6. Afin d'uniformiser le style des caractères avec ceux découlant de la nouvelle division du texte, le caractère romain des intitulés précédant les articles 3, 10, 12, 16 et 30 de la même loi devient caractère italique.</p> <p>7. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 46, de l'annexe figurant à l'annexe de la présente loi.</p> <p>8. Les dispositions de la présente loi entrent en vigueur à la date ou aux dates fixées par décret.</p>	Entrée en vigueur

SCHEDULE
(Section 7)

SCHEDULE
(Section 35)

CONTROLLED GOODS LIST

1. The following goods listed in the schedule to the *Export Control List* made under section 3 of the *Export and Import Permits Act* are controlled goods:

- (a) Group 2: goods listed in item 2001 that are prohibited firearms, as defined in paragraph (c) of the definition “prohibited firearm” in subsection 84(1) of the *Criminal Code*;
- (b) Group 2: goods listed in item 2003 that are ammunition with a calibre greater than 12.7 mm;
- (c) Group 2: goods listed in items 2002 and 2004 to 2022;
- (d) Group 5: goods listed in item 5504; and
- (e) Group 6: all goods listed.

ANNEXE
(article 7)

ANNEXE
(article 35)

LISTE DES MARCHANDISES CONTRÔLÉES

1. Marchandises figurant à l'annexe de la *Liste des marchandises d'exportation contrôlée* établie en application de l'article 3 de la *Loi sur les licences d'exportation et d'importation* :

- a) au groupe 2 : celles prévues à l'article 2001 qui tombent sous le coup de l'alinéa c) de la définition de « arme à feu prohibée » au paragraphe 84(1) du *Code criminel*;
- b) au groupe 2 : celles prévues à l'article 2003 qui sont des munitions d'un calibre supérieur à 12,7 mm;
- c) au groupe 2 : celles prévues aux articles 2002 et 2004 à 2022;
- d) au groupe 5 : celles prévues à l'article 5504;
- e) au groupe 6 : toutes les marchandises qui y sont prévues.



Canada Post Corporation/Société canadienne des postes

Postage paid Port payé

Lettermail **Poste—lettre**

03159442

Ottawa

If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing

45 Sacré-Coeur Boulevard,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

En cas de non-livraison,

retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à:

Les Éditions du gouvernement du Canada

45 Boulevard Sacré-Coeur,

Hull, Québec, Canada, K1A 0S9

Available from:

Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa, Canada K1A 0S9